

Vente du siège :

Jacques Hardoin arrive les poches vides

Ce jour, les élus du comité d'entreprise retrouvaient le directeur général Jacques Hardoin. Une invitation pressante et justifiée lui avait été faite pour qu'il s'explique enfin de la vente annoncée du siège de la Grand Place. Soucieux d'avoir des réponses claires, des questions précises (prix de vente, loyer payé par les occupants, montage de l'opération...) lui avaient été adressées. La montagne a accouché d'une souris.

A un mois du conseil d'administration du 26 avril, Jacques Hardoin ne sait rien, ne veut rien connaître. Il ne connaît pas le prix de vente, ni même le loyer futur, et ne se rappelle même plus le prix de vente du bâtiment D, vendu en 2014. Heureusement que vos élus ont de la mémoire : 4 millions d'euros. Tout juste se rappelle-t-il que l'actionnaire Rossel sera à 75% dans l'opération et que notre copain banquier Crédit agricole aura droit aux noisettes (25%).

Sinon, le directeur général est bien au fait de l'affectation de la vente : un tiers développement interne (numérique et réorganisation), un tiers développement externe (rachat de titres) – « Tous les titres sont à vendre », nous a même dit Jacques Hardoin -, et un tiers pour le désendettement. Nous affirmons que l'endettement de l'entreprise de 57 millions d'euros ne nécessite pas la vente du siège pour rembourser la dette. Pas de démenti sur ce point de Jacques Hardoin, juste une énième pirouette. On peut aussi nourrir des craintes derrière ce que cache le mot réorganisation dès lors où la direction réaffirme qu'il y a 300 salariés de trop dans l'entreprise.

Pourquoi nous inquiétons-nous puisque notre direction veille sur nous. Même « si nous ne sommes pas une famille », dixit Jacques Hardoin.

Que vaudra une Voix du Nord sans plus aucun actif ?

Comité d'entreprise extraordinaire

A Lille, le 16 mars 2016